



**COMPTES
SOCIAUX**

**De l'exercice
clos le
31 Décembre
2010**

BILAN

COMPTE de RÉSULTAT SOCIAL

**TABLEAU de FINANCEMENT
en FLUX de TRÉSORERIE**

ANNEXE des COMPTES SOCIAUX



BILAN SOCIAL au 31 DECEMBRE 2010

(En milliers d'euros)

ACTIF

	Référence annexe	Brut	Amortissements ou provisions	Net 2010	Net 2009	Net 2008
ACTIF IMMOBILISÉ						
Immobilisations incorporelles et corporelles		1 192	478	714	593	424
Participation et titres relevant du régime des plus-values à long terme	3-1	332 767		332 767	333 879	333 879
Autres immobilisations financières	3-2	745		745	464	769
TOTAL (I)		334 704	478	334 226	334 936	335 072
ACTIF CIRCULANT						
Autres créances	3-4	182 724		182 724	35 987	27 857
Valeurs mobilières de placement	3-3	133 617		133 617	57 091	50 952
Disponibilités		448		448	256	165
Charges constatées d'avance		129		129	119	170
TOTAL (II)		316 918		316 918	93 453	79 144
TOTAL GÉNÉRAL (I + II)		651 622	478	651 144	428 389	414 216



BILAN SOCIAL au 31 DECEMBRE 2010

(En milliers d'euros)

PASSIF

	Référence annexe	2010	2009	2008
CAPITAUX PROPRES				
Capital social		70 348	54 109	51 481
Primes d'émission		403 506	225 226	206 773
Réserve légale		7 035	5 411	5 148
Réserve indisponible		1 763	1 763	1 763
Autres réserves		94 626	94 626	94 626
Report à nouveau		5 405	13 167	12 515
Bénéfice de l'exercice		62 020	28 462	27 934
TOTAL (I)	3-5	644 703	422 764	400 240
PROVISIONS pour RISQUES et CHARGES (II)	3-6	1 053	1 127	3 386
DETTES				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		2 080	2 028	4 543
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3-7	1 589	620	253
Dettes fiscales et sociales	3-7	1 665	1 851	5 794
Autres dettes	3-8	54		
TOTAL (III)		5 388	4 499	10 590
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)		651 144	428 389	414 216



COMPTE de RÉSULTAT au 31 DECEMBRE 2010

(En milliers d'euros)

	2010	2009	2008
PRODUITS d'EXPLOITATION			
Prestations de services	4 028	3 964	4 219
Autres produits	0		
CHIFFRE d'AFFAIRES NET	4 028	3 964	4 219
Autres achats et charges externes	2 473	2 302	1 768
Impôts, taxes et versements assimilés	117	185	132
Frais de personnel	1 827	1 531	1 482
Dotations aux amortissements sur immobilisations	62	47	53
Dotations et reprises de provisions sur actif circulant			(645)
Dotations et reprises de provisions pour litiges	(26)	(2 270)	(1 350)
Autres charges	2 165	2 148	2 130
EXCÉDENT BRUT d'EXPLOITATION	(389)	(54)	837
RÉSULTAT d'EXPLOITATION	(2 590)	21	649
Produits financiers de participation	58 317	26 288	23 856
Produits financiers d'autres valeurs mobilières	1 450	1 334	1 653
Autres intérêts	760	490	2 213
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	267	180	290
Dotations aux provisions financières	0	(11)	(14)
Reprises de provisions financières	49	14	12
Intérêts et charges assimilées	(620)	(426)	(678)
RÉSULTAT FINANCIER	60 223	27 870	27 332
RÉSULTAT COURANT avant IMPÔTS	57 633	27 891	27 981
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	3 863	(0)	(4)
IMPÔT sur les BÉNÉFICES	(524)	(571)	43
RÉSULTAT NET TOTAL	62 020	28 462	27 934



TABLEAU de FINANCEMENT en FLUX de TRÉSORERIE

(En milliers d'euros)

	2010	2009	2008
ACTIVITÉ OPÉRATIONNELLE			
Résultat de l'exercice	62 020	28 462	27 934
Amortissements et provisions	(85)	(2 226)	(2 037)
Plus ou moins-values sur cessions d'immobilisations	(3 863)	0	720
CAPACITÉ d'AUTOFINANCEMENT (a)	58 072	26 236	26 617
Diminution (augmentation) du besoin en fonds de roulement d'exploitation (b) :			
- Créances d'exploitation	(146 147)	(11 655)	9 161
- Dettes d'exploitation	(146 985)	(8 079)	5 651
- Dettes d'exploitation	838	(3 576)	3 510
FLUX de TRÉSORERIE PROVENANT de l'EXPLOITATION (a+b) (I)	(88 075)	14 581	35 778
ACTIVITÉ INVESTISSEMENT			
- cession des titres Lasfargaz (*)	4 995		
Acquisitions de participations de l'exercice en cours :			
- branche Stockage (**)			(29 826)
- branche Butane propane française			
- branche Butane propane hors France			
Autres	(173)	103	(264)
TRÉSORERIE AFFECTÉE aux INVESTISSEMENTS (II)	4 822	103	(30 090)
CASH-FLOW GÉNÉRÉ par l'ACTIVITÉ (I) + (II)	(83 253)	14 684	5 688
FINANCEMENT			
Augmentation (diminution) des dettes financières	52	(2 515)	4 504
Augmentation des capitaux propres	196 143	21 343	18 359
Dividende mis en paiement	(36 224)	(27 282)	(26 571)
TRÉSORERIE RÉSULTANT du FINANCEMENT (III)	159 971	(8 454)	(3 708)
VARIATION GLOBALE de la TRÉSORERIE (I) + (II) + (III)	76 718	6 230	1 980
Trésorerie disponible au début de la période	57 347	51 117	49 137
Variation globale de la trésorerie	76 718	6 230	1 980
Trésorerie disponible à la fin de la période	134 065	57 347	51 117
Dettes financières	(2 080)	(2 028)	(4 543)
Trésorerie nette de dettes financières à la fin de la période	131 985	55 319	46 574

(*) reclassement interne au Groupe

(**) augmentation du capital de Rubis Terminal



ANNEXE des COMPTES SOCIAUX ARRÊTÉS AU 31 DECEMBRE 2010

1 – PRÉSENTATION de la SOCIÉTÉ

Le groupe RUBIS exerce deux activités dans le domaine de l'énergie :

- L'activité RUBIS TERMINAL, stockage de produits liquides, à travers sa filiale RUBIS TERMINAL (anciennement Compagnie Parisienne des Asphaltes) et les sociétés que celle-ci détient dans le stockage de produits pétroliers, d'engrais, de produits chimiques et agro-alimentaires,
- L'activité RUBIS ÉNERGIE, négoce et distribution de Gaz de Pétrole Liquéfiés (GPL).

2 – RÈGLES et MÉTHODES COMPTABLES

Les comptes arrêtés au 31 Décembre 2010 sont présentés conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur en France.

Les comptes annuels de la société RUBIS sont présentés en euros.

Cette présentation des comptes appelle, en outre, les précisions suivantes :

2 - 1 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés selon le plan suivant :

	Durée	Mode
- Immobilisations incorporelles	1 à 5 ans	linéaire
- Agencements et installations	4 à 10 ans	linéaire
- Matériel de bureau	4 à 5 ans	linéaire
- Mobilier	4 à 10 ans	linéaire
- Matériel de transport	5 ans	linéaire

2 - 2 IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

Les titres de participation sont enregistrés à leur coût d'acquisition. Ils font, le cas échéant, l'objet d'une provision pour dépréciation lorsque leur valeur d'usage est inférieure à leur valeur comptable.

Il est notamment tenu compte pour la détermination de la valeur d'usage des différents éléments incorporels reconnus au moment de l'acquisition des titres et dont la valeur est suivie chaque année.

2 - 3 VALEURS MOBILIÈRES de PLACEMENT

Les valeurs mobilières de placement ont été enregistrées à leur coût d'acquisition. En cas de cessions concernant des titres de même nature conférant les mêmes droits, le prix de revient des titres cédés a été déterminé selon la méthode "premier entré - premier sorti".

A la clôture de chaque exercice, une provision pour dépréciation est enregistrée si la valeur comptable est supérieure :

- pour les titres cotés, ou titres d'OPCVM à la valeur du marché,
- pour les titres de créances négociables, à leur valeur probable de réalisation.



2 - 4 ENGAGEMENTS en MATIÈRE de RETRAITE

Le montant des indemnités de fin de carrière acquises par les salariés de RUBIS est de 73 milliers d'euros, charges sociales comprises. L'évaluation a été réalisée selon la méthode rétrospective.

2 - 5 CHIFFRE d'AFFAIRES

Il est constitué par les redevances de gestion perçues des filiales.

2 - 6 CALCUL de L'IMPÔT

La ventilation de la charge d'impôt se fait entre impôt sur résultat courant et impôt sur résultat exceptionnel.

3 - NOTES RELATIVES à CERTAINS POSTES du BILAN

3 - 1 IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

<i>(en milliers d'euros)</i>	Valeur nette au 31 décembre 2010	Valeur nette au 31 décembre 2009	Valeur nette au 31 décembre 2008
Titres de participations	332 767	333 879	333 879
Provisions sur titres			
Total	332 767	333 879	333 879

La variation du montant des titres de participation est relative à un reclassement interne au Groupe des actions de la société Lasfargaz.

3 - 2 ACTIONS PROPRES

L'assemblée générale mixte des actionnaires du 14 juin 2007 a autorisé le Collège de la Gérance, avec faculté de délégation, à faire racheter par la Société ses propres actions, en vue d'assurer la liquidité ou l'animation du marché du titre RUBIS dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie de l'Association Française des Entreprises d'Investissement.

Au 31 décembre 2010, Rubis possède 6 594 actions Rubis pour un prix d'achat de 511 milliers d'euros. Ce montant figure en « Autres immobilisations financières » pour une valeur nette de 511 milliers d'euros.

3 - 3 PORTEFEUILLE de VALEURS MOBILIÈRES de PLACEMENT

Au 31 décembre 2010, le portefeuille des valeurs mobilières de placement s'élève à 133 617 milliers d'euros :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Valeur brute au 31/12/2010	Valeur brute au 31/12/2009	Valeur brute au 31/12/2008	Valeur de marché au 31/12/2010 *
SICAV	78 499	1 711	2 956	78 499
Actions	2	2	2	2
Titres de créances négociables	10 650	10 415	6 890	10 650
Fonds communs de placement	33 129	34 786	32 215	33 139
Intérêts à recevoir sur Fonds communs de placement	11 161	9 940	8 842	11 161
Intérêts à recevoir sur Titres de créances négociables	176	237	47	176
Total	133 617	57 091	50 952	133 628

* valeur de marché définitive au 31 décembre 2010



3 - 4 CRÉANCES

3 - 4.1 – ÉTAT des ÉCHÉANCES

(en milliers d'euros)	A moins d'un an	De un à cinq ans	A plus de cinq ans
Autres créances	182 079	645	0

3 - 4.2 - Les autres créances d'un montant de 182 724 milliers d'euros sont constituées de créances sur le Trésor Public français, sur le Trésor italien et de créances intragroupes :

- 645 milliers d'euros de crédit d'impôt à recevoir du Trésor italien,
- 181 364 milliers d'euros de créances intragroupes,
- 613 milliers d'euros de créances sur le Trésor Public français,
- 102 milliers d'euros de créances diverses.

3 - 5 CAPITAUX PROPRES

Tableau de variation des capitaux propres :

(en milliers d'euros)	31-déc-10	31-déc-09	31-déc-08
Capitaux propres au début de l'exercice	422 764	400 240	380 518
Augmentation de capital	16 239	2 628	1 807
Augmentation de la prime d'émission	178 280	18 453	16 371
Dotations à la réserve légale imputée sur la prime d'émission	1 624	263	181
Distribution de dividende	(31 472)	(27 282)	(24 332)
Rémunération des associés commandités	(4 752)	0	(2 239)
Résultat de l'exercice	62 020	28 462	27 934
Capitaux propres à la fin de l'exercice	644 703	422 764	400 240

Le capital est composé de 14 069 575 actions entièrement libérées de 5 euros chacune et s'élève à 70 348 milliers d'euros au 31 décembre 2010.

Les souscriptions à une opération d'épargne salariale (PEE) ont donné lieu à une augmentation de capital de 23 806 actions nouvelles dont 119 milliers d'euros correspondant à la valeur nominale soit 5 euros par action et 1 047 milliers d'euros à la prime d'émission, soit 43,98 euros par action. Un montant de 18 milliers d'euros net d'impôt, relatif aux frais liés à cette augmentation de capital, a été imputé sur la prime d'émission.

L'option exercée par les associés commandités et certains actionnaires pour le paiement de leur dividende en actions, a donné lieu à une augmentation de capital de 510 406 actions nouvelles dont 2 552 milliers d'euros correspondant à la valeur nominale soit 5 euros par action et 25 607 milliers d'euros à la prime d'émission soit 50,17 euros par action. Un montant de 130 milliers d'euros net d'impôt, relatif aux frais liés à cette augmentation de capital, a été imputé sur la prime d'émission.



Le Collège de la Gérance constate que pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2010, 42 567 actions gratuites ont été attribuées définitivement au prix du nominal de l'action Rubis, soit 5 euros par actions. Cette attribution a donné lieu à une augmentation de capital de 213 milliers d'euros correspondant à la valeur nominale par prélèvement sur la prime d'émission.

Le collège de la gérance constate que pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2010, 13 399 options ont été levées pour un prix de souscription de 22,70 euros par actions, soit un montant global de 304 milliers d'euros. Chaque levée d'option a entraîné une émission simultanée d'un même nombre d'actions et a donné lieu à une augmentation de capital de 13 399 actions nouvelles dont 67 milliers d'euros correspondant à la valeur nominale soit 5 euros par action et 237 milliers d'euros correspondant à la prime d'émission soit 17,70 euros par action.

Le collège de la gérance constate que pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2010, 1 000 options ont été levées pour un prix de souscription de 27,90 euros par actions, soit un montant global de 28 milliers d'euros. Chaque levée d'option a entraîné une émission simultanée d'un même nombre d'actions et a donné lieu à une augmentation de capital de 1 000 actions nouvelles dont 5 milliers d'euros correspondant à la valeur nominale soit 5 euros par action et 23 milliers d'euros correspondant à la prime d'émission soit 22,90 euros par action.

Le collège de la gérance constate que pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2010, 2 107 options ont été levées pour un prix de souscription de 46,59 euros par actions, soit un montant global de 98 milliers d'euros. Chaque levée d'option a entraîné une émission simultanée d'un même nombre d'actions et a donné lieu à une augmentation de capital de 2107 actions nouvelles dont 10 milliers d'euros correspondant à la valeur nominale soit 5 euros par action et 88 milliers d'euros correspondant à la prime d'émission soit 41,59 euros par action.

Le collège de la gérance constate que pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2010, 127 913 options ont été levées pour un prix de souscription de 51,90 euros par actions, soit un montant global de 6 639 milliers d'euros. Chaque levée d'option a entraîné une émission simultanée d'un même nombre d'actions et a donné lieu à une augmentation de capital de 127 913 actions nouvelles dont 640 milliers d'euros correspondant à la valeur nominale soit 5 euros par action et 5 999 milliers d'euros correspondant à la prime d'émission soit 46,90 euros par action.

Le collège de la gérance constate que pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2010, 5 116 options ont été levées pour un prix de souscription de 55,10 euros par actions, soit un montant global de 282 milliers d'euros. Chaque levée d'option a entraîné une émission simultanée d'un même nombre d'actions et a donné lieu à une augmentation de capital de 5 116 actions nouvelles dont 26 milliers d'euros correspondant à la valeur nominale soit 5 euros par action et 256 milliers d'euros correspondant à la prime d'émission soit 50,10 euros par action.

Un montant de 6 milliers d'euros net d'impôt, relatif aux frais liés aux augmentations de capital sur options levées, a été imputé sur la prime d'émission.



Rubis a mis en place, le 18 janvier 2010, avec CALYON, une convention de « ligne de capital » lui garantissant des augmentations de capital successives dont le montant cumulé sera inférieur à 10 % du capital social, à un prix de souscription faisant ressortir, au moment de chaque émission, un décote de 8 % par rapport au cours moyen pondéré des 3 jours de Bourse précédant sa fixation. La mise en place de cette convention a donné lieu aux augmentations de capital suivantes :

- 21 240 actions nouvelles dont 106 milliers d'euros correspondant à la valeur nominale soit 5 euros par action et 1 068 milliers d'euros à la prime d'émission soit 50,27 euros par action.
- 25 000 actions nouvelles dont 125 milliers d'euros correspondant à la valeur nominale soit 5 euros par action et 1 269 milliers d'euros à la prime d'émission soit 50,77 euros par action.
- 50 000 actions nouvelles dont 250 milliers d'euros correspondant à la valeur nominale soit 5 euros par action et 2 734 milliers d'euros à la prime d'émission soit 54,68 euros par action.
- 30 000 actions nouvelles dont 150 milliers d'euros correspondant à la valeur nominale soit 5 euros par action et 1 606 milliers d'euros à la prime d'émission soit 53,54 euros par action.
- 50 000 actions nouvelles dont 250 milliers d'euros correspondant à la valeur nominale soit 5 euros par action et 2 726 milliers d'euros à la prime d'émission soit 54,53 euros par action.
- 40 000 actions nouvelles dont 200 milliers d'euros correspondant à la valeur nominale soit 5 euros par action et 2 168 milliers d'euros à la prime d'émission soit 54,20 euros par action.
- 40 000 actions nouvelles dont 200 milliers d'euros correspondant à la valeur nominale soit 5 euros par action et 2 219 milliers d'euros à la prime d'émission soit 55,49 euros par action.
- 50 000 actions nouvelles dont 250 milliers d'euros correspondant à la valeur nominale soit 5 euros par action et 2 875 milliers d'euros à la prime d'émission soit 57,50 euros par action.
- 40 000 actions nouvelles dont 200 milliers d'euros correspondant à la valeur nominale soit 5 euros par action et 2 304 milliers d'euros à la prime d'émission soit 57,61 euros par action.
- 40 000 actions nouvelles dont 200 milliers d'euros correspondant à la valeur nominale soit 5 euros par action et 2 387 milliers d'euros à la prime d'émission soit 59,68 euros par action.
- 50 000 actions nouvelles dont 250 milliers d'euros correspondant à la valeur nominale soit 5 euros par action et 3 107 milliers d'euros à la prime d'émission soit 62,14 euros par action.
- 50 000 actions nouvelles dont 250 milliers d'euros correspondant à la valeur nominale soit 5 euros par action et 3 230 milliers d'euros à la prime d'émission soit 64,59 euros par action.
- 50 000 actions nouvelles dont 250 milliers d'euros correspondant à la valeur nominale soit 5 euros par action et 3 342 milliers d'euros à la prime d'émission soit 66,84 euros par action.

Un montant de 568 milliers d'euros net d'impôt, relatif aux frais liés à cette augmentation de capital, a été imputé sur la prime d'émission.

Le collège de la gérance a constaté en date du 24 décembre 2010 une augmentation de capital d'un montant nominal de 9 926 milliers d'euros par la création de 1 985 277 actions nouvelles de 5 euros de valeur nominale et une prime d'émission d'un montant total de 117 131 milliers d'euros. Un montant de 584 milliers d'euros net d'impôt, relatif aux frais liés à cette augmentation de capital, a été imputé sur la prime d'émission.

Un montant de 1 624 milliers d'euros a été imputé sur la prime d'émission pour doter la réserve légale.

Au 31 décembre 2010, Rubis possédait 6 594 actions d'autocontrôle.



Les modalités des plans d'option de souscription d'options d'actions gratuites en cours au 31 décembre 2010 sont illustrées dans les tableaux ci-après :

Option de souscription d'options

Date du Collège de la Gérance	Nombre d'options attribuées	Prix d'exercice (en euros) après réajustement suite à l'augmentation de capital du 24/12/2010	Nombre d'options caduques ou annulées au 31/12/2010	Nombre d'options exercées au 31/12/2010	Nombre d'options attribuées en 2010 en réajustement suite à l'augmentation de capital du 24/12/2010	Nombre d'options non exercées au 31/12/2010
17 juillet 2001	222 939	22,70		222 939		
13 décembre 2002	12 349	24,400		12 349		
19 janvier 2004	25 270	26,85		13 635	455	12 090
29 juillet 2004	3 160	31,76			124	3 284
12 juillet 2005	4 214	44,83		2 107	83	2 190
27 juillet 2006	309 390	49,95	21 371	127 913	6 274	166 380
17 novembre 2006	5 116	55,10		5 116		0
29 août 2007	4 000	56,15			157	4 157
12 février 2008	11 900	50,90			466	12 366
4 juin 2008	5 000	54,91			196	5 196
22 juillet 2009	360 000	48,12			14 088	374 088
TOTAL	963 338		21 371	384 059	21 843	579 751

Date du Collège de la Gérance	Options en circulation			Options exerçables	
	Nombre d'options	Date limite d'exercice	Prix d'exercice (en euros) après réajustement suite à l'augmentation	Nombre d'options	Prix d'exercice (en euros) après réajustement suite à l'augmentation de capital du
19 janvier 2004	12 090	18/01/2014	26,85	12 090	26,85
29 juillet 2004	3 284	28/07/2014	31,76	3 284	31,76
12 juillet 2005	2 190	11/07/2015	44,83	2 190	44,83
27 juillet 2006	166 380	26/07/2012	49,95	166 380	49,95
29 août 2007	4 157	28/08/2013	56,15		
12 février 2008	12 366	11/02/2013	50,90		
4 juin 2008	5 196	03/06/2014	54,91		
22 juillet 2009	374 088	21/07/2014	48,12		
TOTAL	579 751			183 944	

Le 22 juillet 2009, le Collège de la Gérance a décidé de décaler d'un an l'ouverture des périodes d'exercice des options des Plans du 27 juillet 2006, du 17 novembre 2006, du 29 août 2007 et du 4 juin 2008.



Actions gratuites

Date du Collège de la Gérance	Nombre d'actions susceptibles d'être attribuées après réajustement suite à l'augmentation de capital du 24/12/2010	Nombre d'actions caduques ou annulées au 31 décembre 2010
12 février 2008	1 768	
4 juin 2008	728	
22 juillet 2009	53 164	
TOTAL	55 660	0

3 - 6 PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Une provision couvrant l'appréciation de risques dans le cadre de litiges liés à la cession, en 2006, des titres de la société Ipem, est inscrite au bilan au 31 décembre 2010 pour un montant de 1 053 milliers d'euros.

3 - 7 DETTES d'EXPLOITATION

Les charges à payer s'élèvent à 1 099 milliers d'euros dont 143 milliers d'euros concernent des fournisseurs, 80 milliers d'euros les intérêts courus et 823 milliers d'euros les dettes fiscales et sociales, et 54 milliers d'euros diverses charges à payer. Ces charges à payer ont le caractère de charges d'exploitation.

Toutes les dettes d'exploitation inscrites au bilan ont des échéances inférieures à un an.

3 - 8 ÉLÉMENTS CONCERNANT les ENTREPRISES LIÉES

(en milliers d'euros)

Créances	181 364
Dettes	504
Produits de participations	58 317
Produits financiers et charges financières nets	753

4 - NOTES RELATIVES à CERTAINS POSTES du COMPTE de RÉSULTAT

4 - 1 DOTATIONS ET REPRISES DE PROVISIONS POUR LITIGES

Les dotations et reprises de provisions pour litiges correspondent pour la totalité à la reprise partielle de la provision pour risques, constatée suite au suivi et à la charge financière d'un certain nombre de litiges afférents à IPEM, filiale italienne de Rubis cédée en 2006.

4 - 2 RESULTAT EXCEPTIONNEL

Le résultat exceptionnel de 3 863 milliers d'euros est constitué par la plus-value sur la cession intragroupe des actions de la société Lasfargaz.



4 - 3 IMPÔT sur les BÉNÉFICES

<i>(en milliers d'euros)</i>	Assiette	Taux	Impôt brut d'impôt	Crédit	Impôt net
IS sur résultat courant au taux de droit commun	(2 357)	34,43%	(812)	(91)	(903)
IS calculé sur frais relatifs aux augmentations de capital imputés sur la prime d'émission	1 995	34,43%	687	-	687
Produit d'impôt lié à l'intégration fiscale			(308)	-	(308)

RUBIS bénéficie du régime fiscal des sociétés-mères et filiales, qui prévoit l'exonération des dividendes versés par les filiales, dans les conditions prévues par la loi de finances pour 2001.

A compter du 1^{er} janvier 2001, RUBIS a opté pour le régime de l'intégration fiscale avec sa filiale RUBIS TERMINAL. A compter du 1^{er} janvier 2004, le périmètre d'intégration a été élargi pour accueillir la filiale de RUBIS TERMINAL, RUBIS STOCKAGE. A compter du 1^{er} janvier 2006, le périmètre d'intégration a été élargi pour accueillir la filiale de RUBIS, VITOGAZ ainsi que ses filiales Rubis Antilles Guyane, SIGL, HP Trading, Sicogaz et Starogaz.

Dans le cadre de ces conventions, chaque société calcule son impôt comme en l'absence d'intégration fiscale, la société-mère étant seule redevable de l'IS.

Rubis est la société mère du groupe d'intégration fiscale.

La convention de répartition de l'impôt est la suivante :

- les charges d'impôts sont supportées par les sociétés comme en l'absence d'intégration fiscale,
- les économies d'impôts réalisées par le groupe sont constatées en résultat par la société mère,
- les économies d'impôts ne sont pas réallouées aux filiales sauf éventuellement en cas de sortie du groupe.

4 - 4 ACCROISSEMENT et ALLÈGEMENT de la DETTE FUTURE d'IMPÔT

Conformément à la loi de finances rectificative pour 2004, les réserves spéciales des plus-values à long terme existantes avant le 1^{er} janvier 2004, ont perdu leur statut particulier : elles cessent d'être incorporables au capital ou de pouvoir servir à apurer des pertes.

Les sociétés étaient tenues de les libérer durant l'année 2005 contre le paiement d'une taxe exceptionnelle de 2,5 % tenant lieu de complément d'impôt sur les sociétés jusqu'à présent. Cette taxe s'élevait pour RUBIS à 2 403 milliers d'euros, à la place d'un impôt complémentaire qui aurait du être supporté pour 15 513 milliers d'euros en cas de distribution de ses réserves spéciales avant la parution de la loi de finances rectificative pour 2004.



5 - AUTRES INFORMATIONS

5 - 1 EFFECTIF

L'effectif au 31 décembre 2010 est de 8 personnes.

5 - 2 ENGAGEMENTS HORS BILAN

ENGAGEMENTS DONNES

Engagements donnés (<i>en milliers d'euros</i>)	Filiale	Sous-filiale	
Cautionnement solidaire		VITOGAZ MADAGASCAR	1 589
Lettre d'intention		VITOGAZ SÉNÉGAL	1 139
		LASFARGAZ	657
	KELSEY		1 871

ENGAGEMENTS REÇUS

En décembre 2005, une couverture de type CAP a été mise en place sur un montant de 10 millions d'euros pour une durée de 5 ans, en anticipation de la mise en place de nouveaux emprunts. Les charges et produits correspondants sont inscrits en résultat financier et représentent une charge de 60 milliers d'euros pour l'exercice 2010.

Rubis dispose de lignes de crédit confirmées pour un montant de 339,9 millions d'euros au 31 décembre 2010.

5 - 3 RÉMUNÉRATION ALLOUÉE aux MEMBRES des ORGANES de DIRECTION et de SURVEILLANCE

La rémunération de la Gérance relève de l'article 54 des statuts. Elle s'élève pour l'exercice 2010 à 2 078 milliers d'euros. Les charges sociales correspondantes sont entièrement supportées par les Gérants.

Le montant des jetons de présence versé aux membres du Conseil de Surveillance est de 86 milliers d'euros.